

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun aux trois lots

Marché de service

Accord-cadre relatif aux prestations d'entretien des espaces verts, des locaux et véhicules de la station Ifremer de La Réunion

N° 251000035

PROCEDURE :

Procédure adaptée conformément aux articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER
Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte-Anne
29280 Plouzané

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Cotraitance	4
1.3. Sous-traitance	4
2. PIECES CONTRACTUELLES	4
3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	5
4. DECOMPOSITION DU MARCHE	5
4.1. Allotissements	5
4.2. Bons de commande	5
4.2.1. Passation des Bons de commande – généralité	5
4.2.2. Contenu des Bons de commande	6
4.2.3. Passation des Bons de commande	6
4.3. Prestations sur devis	6
5. OBLIGATION DE RESULTAT	6
6. SUIVI DU MARCHE	7
6.1. Représentant du titulaire et personnel intervenant sur le site	7
6.2. Représentant Ifremer	7
6.3. Ordre de service	7
6.4. Réunions	7
7. PRIX DU MARCHE	8
7.1. Contenu des prix	8
7.2. Type de prix	8
7.3. Date d'établissement des prix	8
7.4. Variation dans les prix	8
7.5. Clause butoir	9
8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS	9
8.1. Avance	9
8.2. Règlement des prestations	9
8.3. Délai global de paiement	9
8.4. Présentation des demandes de paiement	10
9. MODALITES D'EXECUTION	11

9.1.	Accès aux locaux.....	11
9.2.	Encadrement sur site	11
9.3.	Modalité de reprise du personnel pour le lot 2.....	11
9.4.	Gestion des absences	11
9.5.	Matériels et produits.....	11
9.6.	Confidentialité.....	12
9.7.	Clause environnementale	12
10.	PENALITE.....	12
10.1.	Dispositions générales.....	12
10.2.	Pénalités de retard.....	13
10.3.	Autres pénalités.....	13
11.	VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION	14
12.	TRANSFERT DE PROPRIETE.....	Erreur ! Signet non défini.
13.	MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES.....	14
13.1.	Avenant modificatif	14
13.2.	Prestations supplémentaires	15
13.3.	Marché sans publicité ni mise en concurrence	Erreur ! Signet non défini.
13.4.	L'avenant de transfert	15
13.5.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
3.4.1.	Evolution de sites et de la surface des sites	15
3.4.2.	Modification des délais d'exécution – prestations ponctuelle ..	Erreur ! Signet non défini.
3.4.3.	Ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires	15
3.4.4.	Modification du plafond de la clause butoir	16
14.	MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE	16
15.	RESILIATION	16
16.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE.....	17
17.	ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	17
18.	REGLEMENT DES LITIGES	18
19.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'entretien des espaces verts, des locaux et des véhicules de la station Ifremer de La Réunion.

Les caractéristiques des prestations sont détaillées dans le CCTP commun aux trois lots.

1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

2. PIECES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement par lot et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) par lot;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux trois lots dont les annexes « liste de produits d'entretien » pour les lots 2 et 3 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux trois lots;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire par lot.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025 pour une durée de 4 ans.

4. DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1. Allotissements

Le présent marché est décomposé en lots distincts désignés ci-après :

- LOT 01 : Entretien des espaces verts de la station Ifremer de La Réunion
- LOT 02 : Entretien des locaux de la station Ifremer de La Réunion
- LOT 03 : Nettoyage des véhicules de la station Ifremer de La Réunion

4.2. Bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

4.2.1. Passation des Bons de commande – généralité

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes émises avant le dernier jour de validité du marché sont menées à leur terme et continuent de produire leur effet au-delà de la période de validité de l'accord-cadre.

4.2.2. Contenu des Bons de commande

Le pouvoir adjudicateur peut commander les différents postes indiqués au Bordereau des prix unitaire (BPU) de chaque lot.

4.2.3. Passation des Bons de commande

Les bons de commandes sont notifiés au Titulaire au fur et à mesure du besoin. Pour les prestations à « forfait mensuel » définies au BPU, le Pouvoir adjudicateur veille à notifier au 1^{er} juillet de chaque année, les bons de commande de l'année contractuelle correspondants.

Pour les prestations « à l'intervention » définies au BPU, le Pouvoir adjudicateur notifie les bons de commande au fur et à mesure des besoins. Toutefois, quand cela est possible le Pouvoir adjudicateur veille à notifier au 1^{ER} juillet de chaque année, les bons de commande de l'année contractuelle correspondants.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

4.3. Prestations sur devis

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, en cas de nécessité, l'Ifremer se réserve le droit de commander sur devis des prestations supplémentaires.

Lorsque les prestations ne sont pas prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU), l'Ifremer demande préalablement un devis au titulaire. Le devis est adressé dans un délai de 15 jours calendrier au représentant de l'Ifremer. Le cas échéant, l'Ifremer indique le délai de remise du devis dans sa demande.

Le devis mentionne le délai d'exécution des prestations, un descriptif détaillé des prestations à réaliser et des modalités d'exécution. Le devis indique les quantités et les prix unitaires correspondants. La notification d'un bon de commande correspondant à la prestation vaut acceptation du devis par l'Ifremer.

La présente clause est mise en œuvre dans le respect du montant maximum du marché.

5. OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire s'engage à une obligation de résultat et assure la pleine et entière responsabilité de la conformité des prestations objet du marché.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission. Il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement. A ce titre, il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires, de mobiliser toutes les ressources requises pour accomplir le présent marché et de demander au Pouvoir Adjudicateur toutes les informations dont il a besoin pour satisfaire à l'obligation de résultat qui lui incombe.

Le Titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché des intervenants en nombre suffisants et disposants des compétences nécessaires pour que les objectifs contractuels soient atteints et les délais contractuels respectés.

6. SUIVI DU MARCHÉ

6.1. Représentant du titulaire et personnel intervenant sur le site

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier dans un délai d'un jour ouvrable au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique et au changement de personnel intervenant sur le site. A défaut de transmission dans le délai indiqué, le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 10.3.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

6.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

6.3. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion. A défaut d'observation dans le délai indiqué, les prescriptions du bon de commande sont réputées être acceptées.

6.4. Réunions

Des réunions de suivi pourront être organisées entre l'Ifremer et le titulaire.

La présence du titulaire est obligatoire. A défaut, le titulaire s'expose à la pénalité prévue à l'article 10.3 du présent CCAP.

7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCTP.

Les prix comprennent les éléments suivants :

- La main d'œuvre,
- Les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations,
- Les frais de logistique,
- Les réunions éventuelles.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

7.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont : unitaires et forfaitaires.

7.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (mois de remise de la dernière offre).

7.4. Variation dans les prix

Les prix du BPU sont fermes pendant une durée de 12 mois à compter 1^{er} juillet 2025. Ils sont ensuite révisés au 1^{er} juillet de chaque année, selon la formule de révision suivante :

$$P = P0 * (In/Io)$$

Dans laquelle :

- P est la valeur mise à jour du Prix P0
- P0 est le prix à la notification du marché
- Index n : valeur de l'indice au moment de la révision, soit l'indice du mois de révision.
- Index o : valeur de l'indice paru le mois de remise des offres.

Indice applicable à la révision des prix :

- Index Propreté— base 100 au 1^{er} janvier 2022 – accessible à l'adresse suivante : <https://index-proprete.fr/#index>

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours calendaire avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix

révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

Pour la révision, seront appliqués les derniers indices connus et publiés à la date révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

7.5. Clause butoir

Le prix des prestations unitaire et forfaitaire ne pourront pas augmenter, sous l'effet de la clause de révision de prix, **de plus de 3% par an**.

8. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

8.1. Avance

Le présent marché ne prévoit pas d'avance.

8.2. Règlement des prestations

Le règlement des prestations intervient après service fait selon les modalités définies ci-dessous.

Le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 10 ci-après pourront être déduites du montant à facturer.

Les prestations à forfait commandées sur 12 mois, seront réglées par acompte mensuel. Le montant à facturer chaque mois correspond au montant du forfait mensuel (le cas échéant révisé) indiqué dans le BPU ; Les prestations sont réglées après service fait.

Le dernier paiement mensuel du forfait constitue un paiement définitif non susceptible d'être remis en cause.

Les prestations ponctuelles ou sur devis font l'objet d'un règlement pour chaque bon de commande. Le règlement intervient après service fait.

Le paiement constitue un paiement définitif non susceptible d'être remis en cause.

8.3. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le

Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

8.4. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :

<p>https://chorus-pro.gouv.fr</p> <p>NOM : INST FR RECHERCHE POUR LEXPLOIT MER</p> <p>SIRET : 330 715 368 00032</p> <p>Code de service : METROPOLE_DOM</p>

9. MODALITES D'EXECUTION

9.1. Accès aux locaux

Les lieux d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCTP.

L'accès aux locaux se fait pendant les horaires d'ouverture de la station et les prestations doivent être réalisées entre 8h00 et 16h. A 16h le personnel d'intervention doit avoir quitté le site.

Les personnels d'intervention doivent être obligatoirement dotés de badge nominatif, à défaut le titulaire s'expose à une pénalité prévue à l'article 10.3.

9.2. Encadrement sur site

Le titulaire est responsable de la discipline, du respect des consignes et de la bonne tenue de son personnel. Il doit exiger de son personnel d'intervention une attention particulière et permanente aux conditions à respecter afin que soit assuré la bonne exécution du marché et la sécurité sous tous ses aspects.

9.3. Modalité de reprise du personnel pour le lot 2

Conformément à l'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 fixant les conditions d'une garantie d'emploi et de la continuité du contrat de Travail du personnel en cas de changement de prestataire, le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent.

Le titulaire remet à l'Ifremer six mois avant l'expiration du marché, ou sur demande de l'Ifremer en cas de non renouvellement et/ou de résiliation anticipée, toutes les informations relatives à la masse salariale du personnel affecté à son exécution et potentiellement concerné par l'obligation de reprise. La non-communication de ces informations entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 10.3. En cas de demande expresse de l'Ifremer, le titulaire fournit dans un délai de 10 jours ouvrables, à compter de la notification de la demande, les informations relatives à la reprise du personnel.

Outre les conventions collectives ou accords collectifs applicables, le nombre de salariés et le nombre d'équivalents temps plein, ces informations doivent comprendre, pour chaque membre du personnel concerné et de façon non nominative : la tâche assurée par l'agent, le montant total de sa rémunération pour l'année civile précédente (charges comprises), les avantages dont il dispose (dont primes, treizième mois, etc...), la nature du contrat de Travail, son expérience, son ancienneté (temps d'affectation sur le service) et le niveau de qualification professionnelle.

9.4. Gestion des absences

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour pallier les absences de ses agents et assurer la bonne réalisation des prestations. Le candidat indique dans son offre les délais de remplacement des agents.

9.5. Matériels et produits (uniquement pour les lots 2 et 3)

Les matériels et produits seront conformes aux exigences du CCTP.

Sur simple demande verbale, Le titulaire doit présenter les informations relatives aux produits utilisés (toutes informations du produits relatif à sa composition, pour les produits éco-labélisés le suivi de ces produits et le % de ce type de produit utilisé). Le cas échéant, l'Ifremer indique un délai de transmission dans sa demande.

Avant l'utilisation d'un nouveau produit, le titulaire fournit l'ensemble des informations indiquées relatives à ce produit (respect des normes et réglementation, composition, produit éco-labellisé ou pas). Le pouvoir adjudicateur doit valider par écrit l'utilisation de tous nouveaux produits.

9.6. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG/FCS, son personnel et ses éventuels sous-traitants sont tenus à l'obligation de réserve et au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits, informations dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

A ce titre, ils s'interdisent toute communication à des tiers. Ils s'exposent au risque de poursuites pénales en cas de violation de l'obligation de secret et de discrétion à laquelle ils sont formellement et tout particulièrement tenus au titre de ce marché. Le Titulaire reste tenu à son obligation de discrétion à l'issue des relations contractuelles.

L'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment les appareils téléphoniques, photocopieurs et télécopieurs, est interdit.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire.

9.7. Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, l'entreprise attributaire prendra soin de mettre en place des mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors de l'exécution des prestations. Tous les déchets produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

10. PENALITE

10.1. Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités ne dépassant pas les 1 000€ pour l'ensemble du marché.

En toute hypothèse, le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 10% du montant maximum du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités suivantes s'appliquent si le manquement est imputable au titulaire.

En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer ou de ne pas appliquer les pénalités indiquées aux articles 10.2 et 10.4.

L'article 10 complète l'article 14 du CCAG/FCS.

10.2. Pénalités de retard

Le CCTP prévoit des jours d'intervention : si le titulaire manque une intervention ou n'intervient pas aux jours demandés une pénalité forfaitaire de 80 € HT s'applique par intervention non réalisée dans les conditions définies au CCTP

- Le CCTP prévoit des interventions ponctuelles. Si le délai de ces interventions ponctuelles n'est pas respecté une pénalité de 30 € HT s'applique par jour calendaire de retard.

10.3. Autres pénalités

Par principe, les pénalités journalières sont appliquées par jour ouvrable. Les exceptions à cette règle sont indiquées pour chaque pénalité concernée.

Désignation	Montant € HT	Précision
Non-respect du port du badge nominatif et du signe distinctif de l'entreprise	75,00€	Pénalité applicable par manquement constaté de non port du badge nominatif et de signe distinctif de l'entreprise
Absence à une réunion	25,00€	Une absence est constatée à compter de 20 minutes de retard à une réunion.
Absence de transmission des informations relatives à l'interlocuteur unique et au personnel d'intervention en cas de modification de leur situation et à leur remplacement éventuel	25,00€	Pénalité applicable à compter du lendemain de l'expiration du délai de transmission de ces informations, soit 1 jour ouvrable (art. 6.1 CCAP).
Absence de transmission de document au cours de l'exécution notamment sur la reprise du personnel	50,00€	Pénalité applicable à compter du lendemain de l'expiration du délai de remise. Pénalité applicable à tous documents demandés par l'Ifremer, notamment les documents

		concernant la reprise du personnel ou la liste des produits de nettoyage
Non-respect de l'utilisation de produit écolabellisés (lot 2)	100,00€	Si pour les lots 2 et 3, le titulaire n'utilise pas un produit écolabellisé mentionné à l'annexe « liste des produits d'entretien », une pénalité de 200 € s'applique par produit avec obligation pour le titulaire de substituer le produit non conforme par un produit écolabellisé dans les 2 jours ouvrables suivants le constat du manquement. A défaut, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 25 € HT par jour calendaire de retard.
Utilisation d'un nouveau produit sans validation préalable de l'Ifremer	300,00	Pénalité applicable en cas de non-respect de l'article 9.5 du CCAP.
Non-respect des règles relatives à l'évacuation des déchets	100,00€	Pénalité applicable par jour calendaire et par manquement constaté.
Non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à l'environnement	400,00€	Pénalité par jour calendaire et par infraction constatée.

11. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

Conformément à l'article 27 du CCAG/FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'Ifremer de vérifier que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées et a effectué les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Après les vérifications de l'article 27 du CCAG/FCS le Pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS soit :

- l'admission des prestations,
- l'ajournement des prestations,
- la réfaction des prestations,
- le rejet des prestations.

12. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHES

12.1. Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

12.2. Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu'un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

12.3. L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

12.4. CLAUSE DE REEXAMEN

Les parties envisagent de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les modifications ne pourront pas porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique.

12.4.1. Evolution de sites et de la surface des sites

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- Modification du montant des prestations forfaitaires.

L'Ifremer informe le titulaire de toutes modifications et/ou évolutions des prestations à réaliser (suppression/ajout). En cas d'impact sur le montant mensuel forfaitaire, les parties pourront, d'un commun accord, réexaminer le montant du forfait mensuel. La modification est conclue par avenant. Le cas échéant, les parties peuvent décider d'un commun accord la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif. En cas de désaccord, l'Ifremer fixe unilatéralement la date d'entrée en vigueur du nouveau tarif.

12.4.2. Ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- L'ajout de fourniture aux Bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'ajout de coûts horaires au Bordereau des prix unitaires (BPU),
- L'ajout de prestation au Bordereau des prix unitaires (BPU).

D'un commun accord, les parties peuvent ajouter des prestations au bordereau des prix unitaires initiales. Cela ne doit toutefois pas remettre en cause les montants maximums définis

par lot. Le titulaire transmet le prix de la prestation et le cas échéant le délai de réalisation. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations. En cas d'acceptation, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par ordre de service, le Bordereau des prix unitaires modifié au titulaire. Le cas échéant, les prix ajoutés sont révisables selon les conditions précisées à l'article 6.4 du présent CCAP.

12.4.3. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la suppression ou la modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir est rendue possible.

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tous moyens permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée ci-dessus. Le titulaire produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer.

13. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

14. RESILIATION

Les dispositions des articles 38 à 40 du CCAG/FCS s'applique.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute peut intervenir sans mise en demeure préalable. En complément de l'article susmentionné, le marché peut faire l'objet d'une résiliation pour faute en cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles, notamment dans les cas suivants :

- Manquement aux obligations relatives à la sécurité, l'hygiène et à l'environnement,
- Manquement à l'obligation de confidentialité,

- Introduction d'un tiers non autorisé/entrée de personnel non habilité,
- Mauvais comportement d'un agent,
- Matériel ou produit non conforme au marché,
- Non remplacement du chef d'équipe ou d'un personnel réalisant la prestation,
- Défaut de réalisation des prestations,

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, l'Ifremer se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risque du titulaire en cas de manquement contractuel de sa part. La décision du pouvoir adjudicateur doit être motivé et notifié au titulaire.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

16. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

17. REGLEMENT DES LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le litige est porté devant le tribunal compétent.

18. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- * L'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS
- * L'article 4.2.1 déroge à l'article 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS
- * L'article 6.3 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- * L'article 7.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- * L'article 10.1 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- * L'article 10 complète l'article 14 du CCAG/FCS
- * L'article 14 complète l'article 41 du CCAG/FCS
- * L'article 14 déroge à l'article 41 du CCAG/FCS